
Syndicalisme et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Les appels à la solidarité internationale et les actions du mouvement social ukrainien (février – juillet 2022)

Par Martin Gallié*

Professeur

Département des sciences juridiques

Université du Québec à Montréal

gallie.martin@uqam.ca

Plan du texte

- Les principales organisations syndicales ukrainiennes4
- Les revendications du mouvement syndical ukrainien6
- Des prises de positions anarchistes, féministes, LGBTQI et écologistes.....9
- Des armes et des sanctions : une question de survie pour le mouvement social ukrainien11
- Les actions de soutien à la résistance armée.....13
- Les actions dans les territoires occupés16
- L'état d'urgence et la défense des droits des travailleurs et des travailleuses.....17
- L'internationalisme à l'épreuve de la guerre en Ukraine19

« Vous ne pouvez pas prendre de position sur l'avenir de millions de personnes sans même essayer de les comprendre. Si vous prenez le temps de le faire, vous éviterez de vous laisser piéger dans un cadre réaliste qui voit le monde comme un grand échiquier où les grandes puissances jouent les unes contre les autres. Accepter ce cadre marginalise les peuples opprimés et les prive de leurs droits, intérêts et capacités. En réalité, il s'agit simplement d'un appel à la gauche internationale pour qu'elle se souvienne de ce que son projet a toujours été: la libération de la classe ouvrière, du peuple, des opprimés, des dépossédés et des subalternes. Ils doivent parler. Ils ont leur propre capacité d'action. Ils ne sont pas une abstraction, mais des personnes réelles. Alors, écoutez-les et seulement sur cette base, ayez des débats et engagez-vous dans une lutte commune pour notre libération collective. »

- Denys Pilash, militant ukrainien du Mouvement social

* L'auteur tient à remercier M. Benjamin Paré pour sa relecture de versions antérieures de cette note, pour ses remarques, ainsi que pour son travail de mise en forme.

DEPUIS le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, la « gauche de la gauche » occidentale, celle qui se revendique des mouvements ouvriers, antiracistes, féministes, altermondialistes, anti-impérialistes et/ou décoloniaux est divisée sur le soutien à apporter à la résistance ukrainienne. Si dans son immense majorité, elle a fermement condamné l'agression Russe, elle est clivée sur la question des livraisons d'armes à l'Ukraine comme sur celle des sanctions à l'encontre de la Russie¹.

D'un côté, il y a ceux et celles qui se déclarent anti-impérialistes, non-alignés ou pacifistes et qui s'opposent aux livraisons d'armes à la résistance ukrainienne ou ne se prononcent pas. Selon les cas, ils appellent à la « désescalade », ils dénoncent la course aux armements, la militarisation de l'Europe et les visées impérialistes de l'OTAN. Ils et elles sont par ailleurs très réticents voire opposés, à l'adoption de sanctions économiques contre la Russie, à l'exception des sanctions visant spécifiquement les oligarques. C'est la ligne politique du Groupe de la Gauche unitaire au Parlement européen (The Left - GUE/NGL) qui regroupe notamment Die Linke, Podemos, La France Insoumise, Syriza, Sinn Fein, Parti du travail Belge etc. C'est également la position de la principale organisation socialiste aux États-Unis (Democratic Socialists of America - DSA) de certains groupes anarchistes², trotskystes ou féministes internationaux et, plus proche de nous, de Québec solidaire notamment. Cette position a également reçu l'appui de nombreux

intellectuel.les de la gauche anti-impérialiste, comme Noam Chomsky ou Tariq Ali par exemple.

De l'autre côté, toujours au sein de cette même gauche, il y a les partisan.es, minoritaires, d'un soutien armé à la résistance ukrainienne et à des sanctions contre la Russie - y compris pour certains l'arrêt des importations de gaz et de pétrole - au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de la solidarité internationale. Cette ligne est notamment défendue par une petite partie du mouvement ouvrier européen et des trotskistes du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale (SU) par exemple.

Ces divisions sont d'autant plus importantes qu'elles renvoient à des conceptions contradictoires de la solidarité internationale en période de guerre et ce, dans un contexte de montée en puissance des nationalismes et du chauvinisme un peu partout dans le monde.

Ici, ce sont les prises de position et les actions des principaux syndicats et acteurs du mouvement social ukrainiens (groupes socialistes, anarchistes, écologistes, féministes, LGBTQ notamment) qui nous intéressent. Il s'agit donc de faire un pas de côté par rapport aux débats les plus en vue aujourd'hui : qui de l'OTAN, des États-Unis, de l'UE, de la Russie voire de l'Ukraine est responsable du déclenchement de la guerre, et qui a intérêt ou non à ce qu'elle se poursuive³.

¹ Sur la question des armes en particulier, on renverra aux débats (dans les pages de la revue de critique communiste *Contretemps*) entre Stathis Kouvelakis et Gilbert Achcar. Pour le premier « *Le gouvernement ukrainien est un gouvernement bourgeois (...) et il serait complètement aberrant pour des forces de gauche dignes de ce nom de plaider la cause de son armement* ». Pour Gilbert Achcar en revanche, « *La livraison d'armes à l'Ukraine a pour seul but de l'aider à s'opposer à son asservissement, même si, par ailleurs, elle souhaite sa*

vassalisation en croyant y voir l'unique garantie de sa liberté ».

² Voir par exemple les communiqués publiés par le Comité international de la FAU (*Freie Arbeiter*innen-Union*) et le Secrétariat aux relations internationales de la Fédération anarchiste (« Contre la guerre, pour une solidarité mondiale », publié le : 04-04-2022)

³ Par exemple dans la *New Left Review* (133/134, Jan-April 2022): "An Avoidable War?" (Susan Watkins) et "Matrix of War" (Tony Wood), et dans *The Guardian* (11

À distance de ces questions et dans la continuité d'un travail entamé par d'autres⁴, ce texte voudrait plutôt faire le point sur ce que les premier.e.s concerné.e.s par l'agression Russe attendent du mouvement internationaliste : quelles sont leurs actions et revendications? Quels types de soutien attendent-ils? Quelle définition de la solidarité internationale dessinent-ils ?

Car pour qui se revendique de l'internationalisme, connaître et comprendre les revendications des travailleurs et des travailleuses ukrainien.nes constitue un préalable à toute tentative de construction de liens de solidarité. D'autant plus qu'on sait qu'ils et elles sont en première ligne face au risque nucléaire et qu'ils et elles subissent quotidiennement les bombardements russes. On estime ainsi qu'il y a déjà eu des dizaines de milliers de mort.es. en Ukraine et plus de sept millions de déplacé.es. Par ailleurs, près de cinq millions d'emplois ont déjà été supprimés, les salaires de l'immense majorité des travailleurs et des travailleuses diminuent drastiquement, tandis que les protections offertes par le Code du travail sont mises en cause et que le Parlement propose de confisquer les propriétés des syndicats en profitant de l'état d'urgence. Aussi, selon le Programme des Nations Unies

mars 2022) : "Was it Inevitable ? A short history of Russia's war on Ukraine" (Keith Gessen)

⁴ Par exemple, quelques auteur.es qui s'interrogent ainsi : « Peut-on être solidaire sans écouter la société ukrainienne? » (Laurent Vogel); « Les féministes ukrainiennes peuvent-elles parler? » (Elisa Moros), « Comment les mouvements sociaux et syndicaux peuvent-ils réagir à ces horreurs? » (Simon Pirani). Voir aussi les cahiers spéciaux sur l'Ukraine des Brigades éditoriales de solidarité, où Christian Mahieux (directeur des éditions Syllepses, qui participent de ces brigades) demande, dans le cahier n° 7 : « Mais que disent les syndicalistes en Ukraine? Que disent les militantes et militants des mouvements sociaux et politiques agissant pour l'émancipation sociale? ». Dans ce même cahier, voir également l'article de Gilbert Achcar, « Déni méprisant des Ukrainiens comme acteurs au nom de la géopolitique et/ou de la paix ». Finalement, dans le cahier n° 7, voir l'article de Didier Epszajn, « L'abstraction contre le droit

pour le Développement (PNUD), en cas de conflit prolongé « plus de neuf Ukrainiens sur dix » sombreront dans « la pauvreté » ou la « quasi-pauvreté ».

Dans ce contexte, on peut considérer à la manière de Léon Trotsky (1939) que ce qui compte alors pour le mouvement internationaliste c'est « l'attitude du peuple ukrainien vis-à-vis de son destin national » et non des « spéculations stériles »⁵. À minima, on peut tenter de suivre prudemment les deux premiers enseignements produits par des exilé.es syriens à destination de « ceux et celles qui défendent sincèrement des principes émancipateurs »: « écouter les voix des premier.es concerné.es » ; « se méfier de la géopolitique de comptoir », « déconnectée du terrain ».

À cette fin, après une courte mise en contexte pour présenter les principales organisations syndicales, on reviendra successivement sur leurs revendications et celles d'organisations militantes ukrainiennes (anarchistes, féministes, LGBTQI et écologistes) ainsi que sur les principales actions menées par ces groupes, tant pour lutter contre l'envahisseur

des peuples » ou encore, sur le site d'*Europe solidaire sans frontières*, celui de Yorgos Mitralias, « Qu'est-ce qui fait que les poutinistes et les poutinisans perpétuent les traditions les plus abjectes de la gauche internationale ? »

⁵ Pour paraphraser ce texte de Léon Trotsky de 1939 sur les revendications indépendantistes ukrainiennes, la question centrale ici est donc celle de savoir si Poutine et ses « *satrapes ukrainiens ont réussi à convaincre les masses de la supériorité du centralisme de Moscou sur l'indépendance ukrainienne, ou ont-ils échoué?* ». Et s'ils ont échoué, ce qui compte alors pour le mouvement internationaliste c'est « *l'attitude du peuple ukrainien vis-à-vis de son destin national* » et non les « *spéculations stériles* » : Que dit un révolutionnaire au peuple ukrainien selon Trotsky : « *Ce qui compte pour moi, c'est votre attitude à vous vis-à-vis de votre destin national et non les sophismes pseudo-socialistes de la police du Kremlin ; je soutiendrai de toutes mes forces votre lutte pour l'indépendance ukrainienne* ».

que pour tenter de défendre les droits des travailleurs et des travailleuses en Ukraine.

Précisions méthodologiques : Cette note socio-politique sur le syndicalisme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est la première d'une série de trois sur ce thème. Deux autres suivront : l'une sur les revendications et les actions des syndicats occidentaux en solidarité avec les revendications ukrainiennes et une autre sur les luttes syndicales ukrainiennes contre les réformes du droit du travail en temps de guerre.

Ce premier compte-rendu s'appuie quant à lui sur les appels à la solidarité internationale qui ont été traduits et relayés par des organisations syndicales et militantes. Nous nous sommes également servis des communiqués des deux principales centrales syndicales ukrainiennes, la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU - Federatsiia Profspilok Ukrainy), la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU - Konfederatsiia Vilnykh Profspilok Ukrainy) et des acteurs incontournables du mouvement ouvrier tels qu'identifiés par une étude du *Central European Labour Studies Institute*, comme *Mouvement social (Socialnyi Rukh)* et *Ukraine Solidarity*. À partir du mois d'avril 2022, nous avons également pu bénéficier du travail réalisé par les *Brigades éditoriales de solidarité*, un regroupement de plusieurs maisons d'édition et de sites internet francophones qui compilent et traduisent (Patrick Le Tréhondat et Léonie Davidovitch) de nombreux textes d'organisations syndicales et militantes ukrainiennes.

Les principales organisations syndicales ukrainiennes

L'Ukraine compte environ 43% de syndiqué.es parmi les employé.es. C'est l'un des taux les plus élevés d'Europe. La principale centrale syndicale est la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU - Federatsiia Profspilok Ukrainy), qui regroupe 70% des

syndiqués ukrainiens⁶. Elle compte parmi ses membres principalement des travailleurs et des travailleuses de l'éducation (1.5 millions de membres), de la santé (750 000 membres), de l'agriculture (400 000), de la métallurgie et des mines (290 000) et de la fonction publique (250 000). C'est une héritière du Conseil central des syndicats de l'Union soviétique (VTsSPS) et elle fut longtemps considérée comme une organisation pro-gouvernementale, comme un « syndicat de boutique » proche de la Russie⁷. Aussi, a-t-elle perdu beaucoup de son influence au cours des dernières années, passant de 25 millions d'adhérent.es en 1990 à environ cinq millions aujourd'hui. Elle reste cependant incontournable. Enfin, elle s'est progressivement autonomisée des pouvoirs publics et de la Russie comme en atteste sa dénonciation des annexions russes après 2014 de même que son positionnement en faveur d'un rapprochement prudent avec l'Union européenne.

La seconde centrale syndicale est la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU - Konfederatsiia Vilnykh Profspilok Ukrainy). Créée en 1998, elle compte 150 à 220 000 membres. Bien plus petite que la FPU, elle est cependant plus présente et engagée dans les luttes. Comme le caricaturent à dessein des chercheurs ukrainiens, les travailleurs et les travailleuses « se tournent vers la KVPU lorsqu'ils ont besoin d'un soutien militant fort et vers la FPU lorsqu'ils ont besoin d'activités de loisirs à prix réduit et d'autres prestations de service ». Elle représente notamment le plus grand syndicat de mineurs, lequel est historiquement considéré comme l'un des plus combatifs (NGPU) ainsi que des syndicats de cheminot.es, de travailleurs et travailleuses de l'éducation, de la santé, des

⁶ Voir aussi: Paul Kubicek, "Trade Unions in Ukraine" in Craig Phelan (dir.) *Trade Union Revitalisation: Trends and Prospects in 34 Countries*, Peter Lang, 2014, pp.363-366.

⁷ Par exemple, pendant les manifestations de Maïdan en 2013-2014, l'ancien président du Syndicat, Yuriy Kylyuk, a ouvertement appuyé le Président Yanukovych qui s'exilera finalement en Russie.

dockers, des contrôleurs et contrôleuses aériens, des pilotes de ligne etc.

Il existe d'autres syndicats importants, notamment dans les transports, la transformation alimentaire ou l'industrie militaire, mais la FPU et la KVPU sont les deux principales centrales, les deux à être reconnues tout à la fois par l'Organisation internationale du travail (où elles sont toutes deux très actives) la Confédération syndicale internationale (CSI)⁸ et la Confédération européenne des syndicats (CES).

Enfin, au nombre des acteurs importants du mouvement syndical ukrainien, il faut compter, selon une étude du *Central European Labour Studies Institute*, sur des organisations de la société civile qui y sont activement impliquées, dont *Mouvement social* (Socialnyi Rukh), la principale organisation militante de gauche en Ukraine. Elle a été créée en 2016 et elle se revendique comme anti-nationaliste, anti-libérale, anti-patriarcale⁹. On peut aussi mentionner *Labour Solidarity Ukraine*, une ONG basée à Londres, très active dans la défense des droits des millions de travailleurs migrants ukrainiens en Europe ou encore, *Labour initiative* une organisation non gouvernementale de défense des droits des travailleurs et d'aide juridique, qui a des bureaux (Solidarity Center) tant à Kiev qu'à Dobropillya, soutenue, notamment, par le syndicat états-unien AFL-CIO.

Avant la guerre, en dépit de profondes divergences politiques et stratégiques, ces organisations avaient parfois réussi à créer des liens pour lutter contre la « vague de lois régressives en matière de travail » que le gouvernement Zelensky tentait de faire passer. De même, elles s'opposaient aux réformes agraires¹⁰, à la politique de privatisation et de dérégulation du marché de l'énergie très impopulaire menée par le FMI et d'autres institutions internationales¹¹. À titre d'exemple, elles organisaient conjointement des manifestations, des blocages de routes (notamment, de celle à destination de l'UE le 23 janvier 2020), lançaient des appels conjoints de soutien à l'OIT comme aux organisations syndicales internationales et européennes.

Depuis le déclenchement de la guerre, le travail syndical est plus difficile, les grèves et les manifestations sont interdites et les priorités ont évidemment été profondément modifiées. Le pays compterait plus de 7 millions de déplacés à l'intérieur du pays, 6.5 millions auraient quitté le pays et près de 5 millions d'emplois auraient été supprimés (sur 17 millions d'emplois, soit environ 30%). Cela n'empêche pas les centrales syndicales de continuer de lutter, comme elles peuvent, parfois conjointement et avec succès, contre les remises en cause du Code du travail.

⁸ À la CSI, il y aurait trois organisations ukrainiennes affiliées : la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) et l'Union pan-ukrainienne de solidarité des travailleurs (VOST). Cette dernière représente 150 000 membres, essentiellement, dans la police, les prisons et le secteur énergétique.

⁹ Pour une présentation de l'organisation par l'un de ses dirigeants Vitalyi Doudine, voir l'article suivant, du 14 juin 2022 (« Nous nous battons à la fois pour l'indépendance de l'Ukraine et pour le socialisme »).

¹⁰ L'Ukraine possède l'équivalent du tiers de l'ensemble des terres arables de l'UE (32 millions d'hectares). Jusqu'à récemment, il était presque impossible de vendre des terres aux étrangers. En 2020, pendant la pandémie et sous la pression des banques et de grandes entreprises de l'agroalimentaire, le gouvernement Zelensky a abrogé ce moratoire.

¹¹ Voir ces entrevues avec Volodymyr Ishchenko ("Towards The Abyss") et Alexander Kravchuk ("Pour aider l'Ukraine, il faut annuler sa dette extérieure"), ainsi que cet article de Dru Oja Jay (« Le premier assaillant de l'Ukraine - les prêteurs internationaux »).

Les revendications du mouvement syndical ukrainien

Dès le déclenchement de la guerre, toutes ces organisations dénoncent l'agression Russe, demandent un soutien militaire et l'adoption de sanctions contre le régime de Vladimir Poutine. Elles participent activement, avec les moyens qui leur sont propres et qui relèvent du répertoire d'action classique du mouvement syndical, au vaste mouvement populaire et « multi-ethnique » de résistance à l'envahisseur, pour reprendre la formule de Denys Pilash.

Le 23 février, la veille de l'invasion Russe, une dizaine de syndicats Ukrainiens (de l'énergie atomique, des mines, du pétrole, de l'économie municipale etc.) adoptent un communiqué conjoint qui dénonce la reconnaissance par la Russie des républiques autoproclamées de Louhansk et de Donetsk comme des États souverains et l'entrée de soldats russes dans ces territoires. Le communiqué appelle à la solidarité syndicale internationale. Et le 24 février, jour du déclenchement de la guerre, la FPU et la KVPU revendiquent, tour à tour, des sanctions et un appui financier et militaire.

L'appel de la FPU pour l'organisation de sanctions contre la Russie et d'un soutien financier mais aussi défensif de l'Ukraine est sans ambiguïté:

« En cette période difficile, l'Ukraine a besoin du soutien urgent d'autres États et nations, notamment en organisant des rassemblements syndicaux devant les ambassades russes dans les pays où la Confédération syndicale internationale est organisée, en appelant ses gouvernements et ses politiciens à former une coalition anti-Poutine, et imposer immédiatement des sanctions sévères à la Russie et fournir un soutien défensif et financier à l'Ukraine. La paix en Europe est menacée. Il n'est possible d'arrêter

l'agresseur que par des efforts conjoints. Unis nous sommes invincibles! ».

La KVPU appelle de son côté « à continuer et à renforcer la pression diplomatique et économique internationale sur la Fédération de Russie, à faire le maximum pour arrêter la guerre et à forcer la Russie à retirer ses troupes du territoire de l'Ukraine ». Elle demande alors « d'imposer un ensemble de sanctions efficaces à la Fédération de Russie et appelle à prodiguer toute l'assistance possible à l'Ukraine ». Le 21 mars, avec des syndicats de mineurs (NPGU), de cheminots (VPZU), de dockers et de l'industrie nucléaire notamment, elle lance un appel à l'ensemble des syndicats européens pour empêcher le déchargement de gaz et de pétrole russes :

« Nous, syndicats ukrainiens, faisons appel à votre solidarité et à votre aide pour arrêter le déchargement des combustibles fossiles russes dans les ports européens. Nous sommes reconnaissants à tous nos frères et sœurs syndicaux d'avoir refusé de décharger des combustibles fossiles russes. Nous pensons que les syndicats européens peuvent jouer un rôle décisif en coupant la racine de cette guerre et aider concrètement l'Ukraine ». (notre traduction)

Un peu plus tard, le 11 avril, la KVPU précise les besoins, notamment en matière militaire :

« L'Ukraine a besoin d'aide, principalement militaire, financière et humanitaire. Nous vous demandons d'appeler vos gouvernements à fournir cette assistance à l'Ukraine et à imposer des sanctions plus sévères contre la Fédération de Russie ».

À l'instar de ces deux centrales syndicales, le Mouvement social (Sotsialnyi Rukh) est catégorique quant à la nécessité d'obtenir des armes et d'adopter des sanctions sévères à l'égard de la Russie. Dans un communiqué du

8 mars que l'organisation cosigne avec des organisations de gauche de Finlande, de Lituanie, de la République Tchèque, de Roumanie et de Pologne, elle soutient « l'envoi de matériel militaire ». Dans un autre communiqué signé le lendemain, et conjointement avec *Ukraine Solidarity Committee* basé en Grande-Bretagne, elle revendique :

“free supply of modern weapons to Ukraine, in particular, air defense systems that would allow to minimize civilian casualties”.

L'organisation réclame par ailleurs l'adoption de sanctions financières (notamment l'exclusion de Sberbank et de Gazprombank de SWIFT), l'annulation de la dette ukrainienne, l'arrêt immédiat des importations de combustibles fossiles de Russie vers l'Union européenne en faisant valoir qu'il s'agit d'« une opportunité pour accélérer la transition énergétique verte et juste ». Et pour certains dirigeants de l'organisation à tout le moins, ces sanctions doivent cibler en priorité tout ce qui peut faire obstacle à l'économie de guerre, au développement de la haute technologie Russe¹², elles doivent être rigoureusement mises en œuvre et affecter la population russe dans son ensemble :

« Et nous avons besoin de sanctions contre la Russie. Pas seulement sur l'État et sur l'oligarchie : tous les Russes ont besoin de rompre avec la normalité et leur routine quotidienne. Imaginez avoir une vie normale quand votre pays commet un génocide! (...) À gauche, il y a cette discussion très stupide sur les sanctions qui nuisent à la classe ouvrière, mais la

classe ouvrière russe soutient en fait la guerre. Elle produit des armes, participe à l'armée et participe à des manifestations de soutien à l'agression russe, en Allemagne, au Danemark et dans d'autres pays. Pourquoi ne devraient-ils pas être sanctionnés eux aussi ? Ils aident directement la Russie. (...) Les sanctions peuvent nuire à la classe ouvrière russe, mais elles aideront la classe ouvrière ukrainienne qui lutte pour sa survie. L'empathie ne devrait pas être inégale, seulement du côté russe, mais s'étendre aux Ukrainiens aussi. Les situations sont complètement différentes. En Ukraine, des gens meurent, en Russie, des gens sont privés de la possibilité d'acheter des cheeseburgers ».

Enfin, *Mouvement social* avance une revendication originale, rarement relayée dans la presse occidentale : l'expropriation de l'ensemble des oligarques (et pas seulement des oligarques Russes) et le contrôle démocratique des fonds saisis par les travailleurs et travailleuses ukrainiens. Pour l'organisation, les travailleurs et les travailleuses ne doivent pas être les seuls à payer les coûts de la guerre, alors même que nombre d'oligarques ukrainiens ont fui le pays dès le déclenchement de la guerre, « emportant autant d'argent qu'ils le pouvaient ».

Toutes ces revendications sont bien connues des centrales syndicales occidentales. À titre d'exemple, dans une lettre commune adressée le 24 mars à la présidente de la Confédération syndicale internationale (ITUC-CSI), Sharan Burrow, les centrales syndicales ukrainiennes ont rappelé leur unité, leurs

¹² Dans une entrevue accordée à Tom Harris de l'Alliance for Workers' Liberty et publiée le 7 juin 2022, Vladyslav Starodubtsev s'exprimait ainsi: “We should push for sanctions on gas, fuel, banks and currency and so on. I think the only sanctions that have been effective are on high tech equipment, which created challenges for weapon design and manufacturing in Russia. But still, it's

not been enough to stop the war machine. They are still buying the necessary equipment, instruments, materials that can help manufacture their weapons. They have a working economy. So I think this is what we should be discussing, rather than debating about whether we can force NATO to intervene or not”.

revendications communes et notamment leur détermination à :

“1. To intensify the solidarity support for our Ukrainian unions and refugees, including pressing governments and multilateral institutions to do likewise.

2. To continue the pressure on all governments to find a pathway to peace, including support for sanctions, especially those that bear down on the rich and powerful around President Putin.

3. To develop our own demands for common security and social justice that extend beyond a formal peace settlement. The first of these will be similar to those we demanded to manage the social and economic impact of the pandemic”.

Par ailleurs, les centrales syndicales ukrainiennes multiplient les rencontres avec leurs homologues occidentales pour tenter de faire connaître leurs revendications et exercer une pression sur le mouvement ouvrier international. Simplement à titre d'exemple, lors d'une visio-conférence organisée le 25 mars par la CGT, des dirigeants de la FPUY et de la KVPU adressent une demande d'appui concret, « en actes » à leurs camarades français :

« [c]e qui est important (...), c'est de recevoir des armes de combat et des armes de défense (...) ».

Les deux organisations ukrainiennes rappellent également leur besoin en équipement militaire : « de casques, de gilets pare-balles, de drones, de radios, d'équipement pour voir dans la nuit, pour détecter la chaleur ». Selon le compte-rendu de la réunion, cette demande n'a toutefois reçu aucun écho parmi les nombreux syndicalistes présents. De tels appels seront par la suite

constamment réitérés, comme lors d'une journée syndicale de solidarité avec l'Ukraine organisée par le syndicat Solidaires, avec une quarantaine d'autres syndicats d'Ukraine, de Belgique, d'Espagne, du Brésil¹³.

Enfin, plus de quatre mois après le début de la guerre, alors que l'inflation, le coût du pétrole, du gaz, des matières de premières explosent, que de plus en plus d'États occidentaux proposent de remettre en cause les sanctions considérant qu'elles seraient contreproductives, y compris pour l'Ukraine, les militants ukrainiens maintiennent quant à eux leurs positions. Fin juin 2022, *Mouvement social déclare ainsi* qu'il faut renforcer davantage encore les sanctions et considère que la suspension totale des importations serait la mesure « la plus efficace » non seulement pour mettre un terme à la guerre mais aussi pour éviter un « désastre environnemental » :

« Les oligarques russes profitent de tous les paradis fiscaux offshore mis en place par les classes dirigeantes du monde et acceptés par leurs États. Nous devons démanteler ce système pour sanctionner efficacement les oligarques russes et utiliser leurs actifs pour la reconstruction de l'Ukraine déchirée par la guerre.

Il en va de même pour les sanctions concernant le pétrole et le gaz russes. La chose la plus efficace à faire serait de couper toutes les exportations de la Russie, en particulier vers les industries allemandes. Mais les élites allemandes refusent de le faire, soulignant la collusion internationale entre toutes les classes dirigeantes dans le système du capitalisme des combustibles fossiles. Le problème n'est pas seulement la Russie ou d'autres autocraties pétrolières bellicistes comme l'Arabie saoudite, mais toutes les sociétés

¹³ « Nous manquons d'armes, les armes promises arrivent peu, essayez de nous aider, vous ! On ne pourra arrêter ce génocide qu'ensemble, nous avons besoin de votre

aide dès maintenant. » - Zlata, une syndicaliste ukrainienne de la KCPU.

capitalistes multinationales et les États du monde. Ils sont tous directement responsables du changement climatique et du désastre environnemental ».

Des prises de positions anarchistes, féministes, LGBTQI et écologistes

Parmi les groupes historiquement proches du mouvement syndical et/ou impliqué dans les luttes sociales ukrainiennes, on relèvera qu'« après de vifs débats internes », des collectifs anarchistes qui, par définition, n'appuient aucunement l'État ukrainien, ont finalement pris parti pour la résistance armée et pour « soutenir unanimement l'effort de guerre »¹⁴. Ils ont parfois créé leurs propres unités militaires¹⁵, certaines « cent pour cent anarchistes », qui sont désormais sous le commandement des forces territoriales du gouvernement. Dans un manifeste publié le 20 mai 2022 le Comité de résistance, un groupe anarchiste, demande notamment à ce que l'accès de la population aux armes soit facilité, comme les programmes de formation militaire :

“12. Common access to the means of self-defence as a condition of freedom and opportunity to protect oneself from aggressors. Simplification of access to arms. Integration of education and military industry development based on latest technologies. The development of educational programs able to teach specialists who will strengthen the country's capacity for defence. Opportunity to gain military skills in the ranks of Territorial Defence, minimization of bureaucracy, extension of the principles of horizontal decision-making and transition to the normal work week. Implementation

of the system of nutritious food for vegans in the military service”.

De ce point de vue anarchiste et internationaliste, il ne fait aucun doute que si la Russie remporte le conflit, « elle détruira le mouvement en Ukraine » :

« les anarchistes ont choisi entre deux maux. En réalité, il était déjà clair à l'époque que l'Ukraine était une option bien plus souhaitable que l'option autoritaire de la Russie de Poutine, désormais connu sous le nom de "Poutler". La preuve: Kyiv était déjà devenue un refuge pour des anarchistes russes ».

Concernant le mouvement féministe, celui-ci est encore peu développé selon des militantes ukrainiennes qui estiment que « la majorité de la société ukrainienne, y compris de nombreuses femmes ukrainiennes, est soit indifférente soit méfiante à l'égard du féminisme. Cette situation a empiré avec la guerre ». Le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine compile et diffuse cependant les prises de positions et les actions d'organisations féministes. On sait ainsi que des collectifs de femmes (Feminist Workshop, Bilkis, L'atelier féministe) sont très actifs en soutien des déplacées, des victimes de viols et de violences sexuelles, commises de part et d'autre, pour lutter contre la traite des femmes, la prostitution ou pour favoriser l'accès à l'avortement des réfugiées en Pologne. Aussi, des militantes féministes ont rapporté à une délégation de syndicalistes européens venue en Ukraine que « de nombreuses femmes ont demandé à être autorisées à se battre contre l'ennemi, résistant aux tentatives de l'armée de les affecter à des rôles éloignés du combat ».

¹⁴ Voir aussi le compte-rendu de Jean Vogel, « Je reviens d'Ukraine », à la p. 8.

¹⁵ Voir Laurent Geslin, « En Ukraine, des anarchistes montent au front pour combattre l'invasion russe », Mediapart.fr (26 juin 2022) : « Selon les informations

recueillies par Mediapart, 100 à 150 militants anarchistes et antifascistes appartenant à diverses organisations comme RevDia ou Black Flag Ukraine se battraient actuellement dans les unités de l'armée ukrainienne ».

En ce qui concerne spécifiquement les livraisons d'armes et les sanctions, des féministes ukrainiennes ont tout d'abord réagi de manière individuelle pour dénoncer les prises de positions de féministes pacifistes hors Ukraine, sans aucune consultation avec des groupes locaux. Le manifeste Résistance féministe contre la guerre du 16 mars 2022, signé par de célèbres féministes du monde entier (mais aucune ukrainienne) et qui appelle à la paix, à la désescalade et aux négociations diplomatiques a été ainsi vivement dénoncé par Tamara Zlobina, une philosophe féministe ukrainienne :

“As a feminist I say #ArmUkraineNow. And then I will develop a feminist international policy designed for reality, not pink unicorn fantasies. One that recognises problems and threats, is sensitive to liberation wars and encourages governments to provide immediate assistance to those who defend themselves, to those who fight for freedom. Join in!”

Et le 7 juillet 2022, c'est au tour d'un collectif de féministes ukrainiennes de dénoncer le « pacifisme abstrait » du manifeste du 16 mars, qui « refus[e] aux femmes ukrainiennes ce droit à la résistance, qui constitue un acte fondamental de l'autodéfense des opprimé·es ». Dans ce texte, elles réclament le droit de résister, « le droit à l'autodéfense (y compris armée) » car :

« [s]i la société ukrainienne dépose les armes, il n'y aura plus de société ukrainienne. Si la Russie dépose les armes, la guerre prendra fin ».

Pour les signataires, la lutte armée est donc la priorité car il s'agit d'une question de survie alors même qu'il est établi qu'une victoire russe « fait peser la menace de criminalisation

des personnes LGBTIQ+ et de décriminalisation de la violence domestique », comme en Russie et dans les territoires occupés.

« Les féministes ukrainiennes ont lutté contre les discriminations systémiques, le patriarcat, le racisme et l'exploitation capitaliste bien avant le moment présent. Nous avons mené, nous menons et nous continuerons à mener cette lutte en temps de guerre comme en temps de paix. Mais l'invasion russe nous oblige à concentrer nos forces sur la lutte de défense générale de la société ukrainienne : la lutte pour la survie, pour les droits et libertés élémentaires, pour l'autodétermination politique. Nous appelons à une appréciation informée d'une situation spécifique au lieu d'une analyse géopolitique abstraite qui ignore le contexte historique, social et politique. Le pacifisme abstrait qui condamne toutes les parties prenant part à la guerre conduit à des solutions pratiques irresponsables. Nous insistons sur la différence essentielle entre la violence comme moyen de soumission et comme moyen légitime d'autodéfense ».

Dans le même sens, des organisations LGBTQI ont fait le choix d'appuyer la résistance ukrainienne, sachant que le gouvernement russe est officiellement homophobe¹⁶. L'organisation LGBTQ ukrainienne *Ksenia*, qui a déjà pu constater le sort réserver à leurs camarades en Russie et dans les territoires occupés, estime qu'il s'agit là encore d'une question de survie :

« Ksenia ne veut pas blanchir le bilan de l'Ukraine en matière de droits LGBT. Mais son collectif ne doute pas que sa survie dépend de la défaite des envahisseurs. Ils reversent 50% de leurs

¹⁶ Voir aussi : “No Support - Russia's 'Gay Propaganda' Law Imperils LGBT Youth” (Human Rights Watch).

revenus aux forces armées. Ils votent collectivement pour choisir les unités auxquelles ils font des dons ».

Enfin si, à notre connaissance, le mouvement écologique ukrainien ne s'est pas prononcé sur la question des livraisons d'armes il a, dès le 4 mars, clairement pris position en faveur des sanctions contre la Russie et pour un arrêt immédiat des importations de gaz et de pétrole. Pour les dizaines d'organisations ukrainiennes et les centaines du monde entier qui sont signataires de la déclaration Stand With Ukraine du 4 mars 2022, l'arrêt de ces importations est urgent pour arrêter de financer le budget de guerre de la Russie. Et pour ces organisations, une telle mesure ne signifie nullement de remplacer les combustibles fossiles russes par ceux d'autres pays (des États-Unis notamment) ; il s'agit au contraire de saisir cette « opportunité » pour lutter contre le réchauffement climatique et favoriser les énergies renouvelables :

« il est également indispensable que le monde ne se contente pas de remplacer les énergies fossiles d'origine russe (en particulier le gaz) par des énergies provenant d'autres pays (notamment le gaz naturel liquéfié). La nouvelle priorité étant de boycotter le pétrole et le gaz produits en Russie, l'expansion de l'industrie fossile doit immédiatement cesser et les nations du monde entier doivent s'engager dans une transition juste et rapide vers le zéro fossile. La dépendance au charbon, au pétrole et au gaz ne nous conduira qu'à la mort, à la misère et à l'effondrement de la planète. Il est de notre devoir de regarder enfin la réalité en face si nous voulons un avenir viable ! »

Des armes et des sanctions : une question de survie pour le mouvement social ukrainien

À la lecture de ces multiples prises de position, il est difficile de ne pas constater un front de gauche, une union populaire, une quasi-unanimité du mouvement social, qui regroupe un large éventail de tendances. C'est, en tout cas, le bilan que font de nombreux militants de la gauche ukrainienne. Ainsi, un anarchiste du Comité de résistance anti-autoritaire ukrainien souligne :

« Tous les mouvements de gauche ukrainiens ont condamné l'agression russe et leurs membres se sont soulevés pour l'arrêter, que ce soit par les armes ou par le travail humanitaire ».

Dans le même sens, un militant socialiste de Mouvement social, Denys Pilash souligne :

« la résistance ici est vraiment populaire et marque un signe d'union au sein de la société. Tous les habitants de l'Ukraine ressentent désormais cette menace existentielle pour leur vie, ce qui rapproche les gens dans un soutien mutuel. Même les personnes les plus discriminées, comme la communauté Rrom, se sont portées volontaires dans les unités de défense territoriale ».

Parmi ces militants, personne ne se fait d'illusion sur le régime néolibéral et corrompu de Zelensky qu'ils et elles combattaient avant la guerre. Personne ne souhaite le « blanchir » pour reprendre la formule de groupe LGBT Ksenia. Mais il n'est pas question pour eux de mettre les deux régimes sur le même plan. À titre d'exemple, un militant anarchiste dénonce les organisations occidentales pour qui « l'ennemi principal est dans notre propre pays » et qui appellent par conséquent les militants à se soulever tout à la fois contre l'État ukrainien et l'État russe. Pour ce militant :

« L'État ukrainien est totalement corrompu et l'on pourrait durant des jours faire la liste de ses travers, mais il existe en son sein des espaces de liberté, car les oligarques qui se disputent le pouvoir ne peuvent pas tout contrôler. La Russie ne propose de toute façon aucune alternative de société, puisque ce qu'elle demande aux Ukrainiens, c'est tout simplement de disparaître. Nous avons vu ce que signifiait l'occupation russe, des exactions et des meurtres, continue Sergey. Certains camarades des pays occidentaux nous expliquent que les anarchistes de Russie et d'Ukraine devraient tourner leurs fusils vers leurs gouvernements respectifs. Je les invite à venir en Ukraine se rendre compte de la situation. »

Bref, pour les syndicalistes ukrainien.nes, comme pour les militant.es féministes, anarchistes ou LBGT mentionnés plus haut, la lutte armée est de toute évidence une question de vie ou de mort. L'urgence n'est donc pas de déterminer la part de responsabilité du gouvernement Zelensky, de l'OTAN ou de la Russie dans le déclenchement de la guerre. L'urgence c'est la survie des organisations syndicales et du mouvement social qui passe, selon ces organisations, par la lutte armée et une solidarité internationale concrète qui ne soit pas limitée au soutien humanitaire, à l'accueil des réfugiés et à la sanction des seuls oligarques.

¹⁷ Voir par exemple la déclaration de Mykhailo Volynets, président du KVPU, « Arrêtez la guerre et le génocide en Ukraine ! »

¹⁸ "Paradoxical though it may seem, national independence is therefore a necessary step on the road to socialist internationalism (...) What this debate reveals is that overcoming nationalism and ethnic supremacism in the working class in order to achieve socialist internationalism is by no means a simple process. Opposition to all imperialisms and support for national liberation struggles is an essential part of it."

¹⁹ On peut également renvoyer aux textes de Taras Bilous ou de Denys Pilash.

Pour la quasi-totalité de ces organisations, la solidarité attendue en faveur du droit à l'auto-détermination des peuples consisterait donc à soutenir l'armement du peuple ukrainien, l'envoi d'équipements militaires ainsi que la suspension des échanges économiques qui financent la guerre, au premier rang desquels le gaz et le pétrole. Cette solidarité impliquerait, enfin, le retrait des multinationales occidentales de Russie et l'application de sanctions financières contre les oligarques, incluant les oligarques ukrainiens¹⁷. Comme le souligne la philosophe Rohini Hensman, le retrait des troupes Russes de l'Ukraine apparaît ainsi comme une condition indispensable pour la réalisation des revendications du mouvement social ukrainien et la réalisation d'un véritable socialisme international¹⁸.

Dans ce contexte, les oppositions ou les hésitations des syndicats et autres organisations politiques de la « gauche occidentale » à appuyer ou plus simplement à relayer leurs revendications indignent les militant.es ukrainien.nes¹⁹. Et on voit alors apparaître au sein du même discours, le développement d'une critique qui s'adresse à la « gauche occidentale », et à ses organisations syndicales cette fois-ci. Simplement pour illustrer ce point²⁰, Mouvement social reproche explicitement à la gauche occidentale ses prises de position contre l'envoi d'armes à l'Ukraine. Ainsi en est-il dans le communiqué du 7 avril 2022, cosigné avec le Mouvement socialiste russe²¹ « qui constitue une des rares

²⁰ Par exemple, pour le sociologue et militant ukrainien Taras Bilous "Privileged inhabitants of Western countries, who do not have to worry that their country might be conquered by Russia, have no moral right to criticize those who seek protection in cooperation with those Western states". "Privileged inhabitants of Western countries, who do not have to worry that their country might be conquered by Russia, have no moral right to criticize those who seek protection in cooperation with those Western states".

²¹ Selon Daria Saburova, « Le Mouvement socialiste russe est une organisation politique dont la vision du socialisme démocratique est basée sur la propriété collective, la liberté politique et l'autodétermination. Il est convaincu que seul un mouvement de masse – composé

initiatives russo-ukrainiennes » selon l'historien russe Ilya Budraitskis. Pour ces deux organisations, il est « très naïf » d'appeler à une démilitarisation de l'Europe de l'Est. Concrètement, dans le contexte actuel, une démilitarisation ne servirait que les intérêts du gouvernement de Poutine et elle rendrait encore plus vulnérables les autres pays de l'Est à une potentielle invasion. Et, dans tous les cas, le gouvernement Russe ne souhaite absolument pas négocier pour le moment ²².

Par ailleurs, à ceux qui s'inquiètent de la militarisation de l'Europe, d'un risque d'escalade, de guerre nucléaire et des visées impérialistes de l'OTAN, les deux organisations leur opposent qu'elles en sont bien « conscientes », puisqu'elles sont en premières lignes pour constater l'embrassement, l'escalade meurtrière et les conséquences de la militarisation et de l'impérialisme. Mais elles rappellent aussi que les puissances de l'OTAN, récemment encore, ne voyaient aucun problème à armer la Russie (notamment la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie etc.), y compris après l'embargo de 2014. De toute évidence, les « impérialistes de l'OTAN » n'ont pas toujours eu l'intention de « saigner la Russie » avec qui ils partageaient visiblement des intérêts bien compris. Par ailleurs, à ceux qui, à gauche, craignent que les armes occidentales tombent entre de mauvaises mains ²³, notamment dans celles de nationalistes, de régiments d'extrême droite (comme le régiment Azov), le communiqué souligne que non seulement depuis 2014

l'extrême droite ne joue plus un rôle « prépondérant » en Ukraine et que, pour le moment, les armes occidentales sont « déjà entre de mauvaises mains », c'est-à-dire dans celles des Russes. Il ne serait donc que justice de permettre aux ukrainiens de se défendre de ceux que l'OTAN a contribué à armer :

“Thus, the discussion about whether weapons sent to the region end up in the right or wrong hands sounds a bit belated. They are already in bad hands, and EU countries would only be righting their earlier wrongs by providing weapons to Ukraine”.

Bref, pour des militants du Mouvement social ukrainien, « *refuser de soutenir ses collègues travailleurs, c'est les poignarder dans le dos* ».

Les actions de soutien à la résistance armée

Les organisations syndicales, ouvrières, anarchistes, féministes, LGBTQI et écologistes se sont donc clairement rangées du côté du soutien à la résistance armée, des sanctions, de l'arrêt des importations, des appels aux boycotts et, pour la plupart d'entre elles, du côté de la lutte armée. Elles se sont alors organisées pour mettre œuvre concrètement leurs revendications.

Ainsi, des syndicalistes s'engagent dans l'armée, dans la défense territoriale,

de socialistes, de syndicats, de féministes, d'antifascistes et de militant.e.s écologistes – armé de la solidarité de classe et de l'égalitarisme peut mettre fin à la domination du capital en Russie ».

²² Des militants de Mouvement social rappellent qu'au début de la guerre, lors des premières négociations, le Kremlin a envoyé des fonctionnaires sans aucune autorité, a refusé les couloirs humanitaires, a régulièrement violé les rares accords conclus pour évacuer les réfugiés, Poutine a toujours refusé de négocier directement avec Zelensky etc. Par ailleurs, le 28 juin 2022, pour le porte-parole du Kremlin Dimitri Peskov il ne pouvait y avoir de

négociations avant la capitulation totale de l'Ukraine : « *La partie ukrainienne peut mettre fin [au conflit] dans la journée. Il faut ordonner aux unités nationalistes de déposer les armes, il faut ordonner aux soldats ukrainiens de déposer les armes et il faut mettre en œuvre toutes les conditions fixées par la Russie. Alors tout sera fini en une journée* »

²³ Voir par exemple cet article de Jacobin, où l'on notera par ailleurs qu'il n'est fait aucune référence ou presque aux demandes des travailleurs et des travailleuses ukrainien.nes.

construisent des fortifications, équipent les travailleurs et les travailleuses parties au front, préparent des repas, fournissent des médicaments et de l'aide humanitaire, logent des réfugiés internes, font des dons etc.

Pour se faire une idée plus concrète de cette activité militante et pour l'illustrer concrètement, on peut tout d'abord s'appuyer sur un premier communiqué du KVPU d'avril 2022, qui liste un certain nombre d'actions de ses membres. On y apprend que le *Syndicat indépendant des mineurs de l'Ukraine de l'Ouest* du Donbass rassemble de la nourriture, des médicaments, de l'essence, des gilets pare-balles et des machines à souder ; que les membres du *Syndicat libre des cheminots du dépôt de locomotives* de Kryvyi Rih aménagent des fortifications dans la ville et fabriquent des chauffages d'appoint, que les femmes du *Syndicat libre des cheminots* d'Ukraine (VPZU) comme les travailleurs du transport de la région de Khmelnytsky reversent leurs cotisations syndicales aux militaires et participent à organiser l'évacuation des civils.

Depuis la diffusion de ce communiqué, d'autres actions ont été relayées, comme celles des syndicalistes de la centrale nucléaire de Rivne qui organisent des convois pour apporter de la nourriture dans les régions libérées par les forces ukrainiennes, celle du syndicat des marins qui a permis d'évacuer des réfugiés vers des pays frontaliers ou l'achat d'un générateur diesel pour un hôpital par un syndicat de mineur ou encore la collecte des vêtements, de nourriture et de produits hygiéniques par une organisation syndicale de métallurgistes (Metalists de PJSC). Certains syndicats assurent par ailleurs un suivi avec leurs membres enrôlés dans l'armée, tout particulièrement auprès des jeunes qui n'ont pas ou peu d'expérience militaire, pour vérifier qu'ils ont bien « reçu une formation de base en premiers secours et en techniques militaires, notamment pour identifier les mines ».

Aussi, au moment où le Parlement ukrainien tente de s'approprier les biens des

syndicats, la FPU rappelle que la Centrale syndicale finance la résistance armée et qu'elle met à la disposition de la population ses locaux :

« Depuis le début de la guerre, avec le soutien des confédérations syndicales internationales et européennes, 16 sanatoriums syndicaux, 8 établissements touristiques, une dizaine de locaux des syndicats de l'industrie et des syndicats territoriaux ont été impliqués, et qui pendant cette période ont fourni un abri temporaire ou permanent à environ 300 000 migrants forcés. Actuellement, plus de 6 000 personnes vivent dans des locaux syndicaux. Parmi eux, la grande majorité sont des femmes avec enfants, des membres de familles de militaires, ainsi que des personnes âgées et handicapées ».

La mobilisation des travailleurs et des travailleuses se déploie à tous les niveaux et pas seulement au niveau des syndicats des grandes organisations ou entreprises. Ainsi des coursiers, très engagés avant la guerre contre les réformes du Code du travail ukrainien, se déplacent près de la ligne de front pour répondre aux besoins de personnes âgées, des féministes mènent des actions et organisent des formations pour lutter contre les violences sexuelles, commises des deux côtés de la ligne de front, pour prévenir les réfugiées contre les risques de traite des femmes et lutter contre les réseaux de proxénétisme qui se multiplient, pour faciliter l'accès à l'avortement etc.

Parfois, l'activisme des travailleurs et des travailleuses est tel qu'il se substitue à un État dépassé. Denys Pilash de Mouvement social, relève en ce sens que « les élites ont quitté le pays en abandonnant sa défense aux gens du peuple. Ils ne font pas partie de la résistance ». Tant et si bien que

« [L]es autorités locales ne sont responsables que d'une partie de l'organisation de l'accueil des réfugiés, mais l'essentiel de l'effort est fourni par des personnes ordinaires qui agissent

spontanément et font ce qui leur semble le plus nécessaire ».

Dans d'autres cas, les travailleurs et les travailleuses agissent pour remplacer les cadres ou un patronat qui ont quitté les lieux. En ce sens, on peut rapporter le cas de l'usine de ArcelorMittal à Kryviy Rih, située à une centaine de kilomètres de Zaporijia. Cette usine, qui extrait du minerai de fer et produit de l'acier, est « l'une des plus grandes usines sidérurgiques du monde » avec 24 000 employé.e.s. Dès l'invasion, les cadres de ArcelorMittal, souvent des expatriés, « ont été évacués en Pologne » laissant aux employés restés sur place la charge de fermer les hauts fourneaux, « un processus compliqué qui prend sept à dix jours pour être réalisé en toute sécurité ». Ce sont alors des travailleurs, des syndicalistes restés sur place, qui ont coordonné le travail comme la construction d'abris et des défenses antichars, alors que les alentours du site étaient bombardés. Ce sont eux qui ont organisé les secours, évacué les civils et lancé des appels à la solidarité internationale en vue d'équiper les 1600 travailleurs de l'usine incorporés dans la Défense territoriale. Les travailleurs de l'usine ArcelorMittal de Brême, en Allemagne, puis ceux de Gand, en Belgique, ont très rapidement répondu à l'appel et envoyé « un convoi de médicaments, de vêtements chauds, de sacs de couchage, d'extincteurs et de générateurs ». Début juin, la direction n'hésitera cependant pas à remettre en cause les droits des travailleurs et des travailleuses en suspendant l'application de la convention collective.

Dans d'autres entreprises des groupes d'autogestion se constituent pour assurer la reconversion de la production en vue d'appuyer l'effort de guerre. Ainsi, l'association ukrainienne des ferrailleurs propose à l'armée de réparer les véhicules militaires russes qui ont

été saisis. Des militants anarchistes rapportent qu'« [à] l'initiative des travailleur-euses, la reconversion de la production de nombreuses entreprises pour soutenir l'effort de guerre a été organisée ». Ainsi,

« une usine de métallurgie fabrique maintenant des barrages antichars », « des femmes et des enfants se sont organisés pour fabriquer des filets de camouflage pour l'armée. Une brasserie qui dispose d'un stock de bouteilles s'est reconvertie en usine de fabrication de cocktails Molotov. Une bibliothèque s'est reconvertie en manufacture de filets de camouflage », etc.

Enfin, des organisations syndicales et militantes essaient, tant bien que mal, de mobiliser à l'international. Parmi celles-ci on peut mentionner le travail réalisé par Ukraine Solidarity Campaign qui cherche à « soutenir et construire des liens directs avec les socialistes indépendants et le mouvement ouvrier en Ukraine » et à « soutenir le droit du peuple ukrainien de déterminer son propre avenir sans intervention extérieure de l'impérialisme Russe ou Occidental ». Des employé.e.s de multinationales tentent d'initier des boycotts internationaux, comme ceux de Leroy Merlin de Kyiv qui appellent « chacun catégoriquement à arrêter le business en Russie ». Les dirigeants des centrales syndicales demandent « l'exclusion de la Fédération russe des syndicats de la CSI », la Secrétaire internationale de la KVPU exhorte les syndicats occidentaux à s'organiser pour accueillir les réfugiés et lutter contre la prostitution et la traite des femmes, tandis que des syndicalistes ukrainiens appellent « le mouvement syndical international à condamner les syndicats russes pour leur complicité » dans les violations du droit du travail dans les zones occupées²⁴ etc.

²⁴ Voir Jean Vogel, « Je reviens d'Ukraine », mai 2022, aux pp. 92-102, spéc. 93 et 94.

Les actions dans les territoires occupés

En ce qui concerne les revendications et les actions du mouvement social et syndical dans les territoires occupés, nous ne disposons d'aucune donnée ou presque. Nous ne savons pas ce que revendique les organisations syndicales et militantes sur place ni même si elles existent encore.

On sait toutefois que toute contestation pacifiste est particulièrement difficile et que selon certains témoignages, le syndicalisme indépendant aurait déjà été complètement écrasé dans les « républiques populaires » de Donetsk et Luhansk. Ainsi, Jean Vogel, un militant belge, membre d'une délégation du *Réseau européen de solidarité* qui s'est rendue en Ukraine début mai 2022, résume ainsi les témoignages de syndicalistes ukrainiens à ce sujet :

« Beaucoup ont souligné combien il est clair pour les travailleurs que leurs organisations indépendantes avaient peu de chances de survie sous l'occupation russe. Le camarade Kryvi Rih a fait allusion à l'écrasement total du syndicalisme et de toutes les autres d'organisation d'une société civile indépendante dans les "républiques populaires" fantoches russes de Donetsk et de Luhansk. Soumis en outre à l'effondrement complet de l'économie et à l'isolement international, les travailleurs de ces régions sont réduits à une impuissance totale, sous la menace d'une forte répression et de la perte de leurs conquêtes sociales antérieures ».

Aussi, pour illustrer concrètement cette remise en cause du droit du travail, des travailleuses de la santé des zones occupées ont rapporté qu'elles ont été contraintes de

quitter leurs syndicats, d'adhérer à des syndicats Russes et de signer de nouveaux contrats de travail encore plus défavorables que ceux dont elles bénéficiaient avant la guerre.

On sait aussi que les autorités russes exigent désormais « de tous les citoyens une approbation publique sans équivoque de la guerre », qu'elles facilitent l'octroi de passeports russes, qu'elles ont adopté un décret à la fin du mois de mai instaurant le rouble comme monnaie locale, tant et si bien que selon certaines analyses militantes, les territoires occupés se transforment progressivement en colonies, un peu sur le modèle des colonies israéliennes en Palestine²⁵.

Le gouvernement ukrainien relève toutefois que l'occupation est à certains endroits rendue très difficile par de nombreux actes de résistance, de sabotage, voire une véritable « guerre de partisans ». Autant d'actions dangereuses qui sont ouvertement appuyées par le gouvernement. Ce dernier va plus loin, en appelant les travailleurs et les travailleuses de ces territoires à la résistance armée ou pacifiste. Le gouvernement a ainsi ouvert un site Internet, le Centre de la résistance nationale, qui poursuit comme objectif de former des « partisans » :

*« Ensemble, nous allons transformer la vie des ennemis en enfer. Afin de devenir le vengeur invisible, ce sera la plus grande peur des occupants, vous devez connaître les tactiques, les premiers secours, la sécurité sur Internet, l'autodéfense, les armes à feu et la résistance non violente »*²⁶.

Le ministère de la défense a quant à lui publié un manuel d'autodéfense qui fournit ainsi

²⁵ "In other words, what seems very possible is a situation in some ways similar to Israel's occupation of the West Bank but many times more intense and more widespread

if a negotiated settlement is reached before a mass military defeat of the Russian invasion".

²⁶ Traduction de Patrick Le Tréhondat.

une précieuse liste d'actions que les travailleurs et les travailleuses sont invité.es à réaliser pour ralentir ou bloquer la production dans les territoires occupés. En voici quelques exemples, qui pourraient être repris dans d'autres contextes par les syndicats :

« Donnez des réponses incompréhensibles lorsqu'on vous demande quelque chose sur votre lieu de travail. » « Soyez aussi bavard et grincheux lors des rapports avec des envahisseurs ou des collaborateurs. » (...)
« Exprimez-vous aussi souvent que possible et aussi longtemps que possible » (...)
« confondre les noms », « se tromper d'adresse »;
« Si vous faites des photocopies, faites-en plusieurs copies et mélangez-les... »;
« Dans les ordinateurs, déplacer les fichiers dans d'autres dossiers, supprimer les applications » (...)
« Si vous êtes un travailleur du rail ou même un passager régulier, votre tâche consiste à rendre le voyage aussi désagréable et compliqué que possible pour les forces d'occupation. » etc.

On dispose de peu de données sur l'impact de ces mesures et si elles sont ou non suivies par les travailleurs et les travailleuses dans les territoires occupés. Tout au plus peut-on relever que des organismes tentent de compiler les différentes actions entreprises par la résistance ukrainienne (sabotages, voitures piégées, fusillades, explosions de dépôts de munitions, grève etc.). Et parmi les actions pacifistes de travailleurs ou de travailleuses, on relèvera que selon ces données, nombre d'entre eux refuseraient toujours, fin juin 2022, de travailler (dans les écoles maternelles, dans les services sociaux etc.).

L'état d'urgence et la défense des droits des travailleurs et des travailleuses

La guerre et les urgences humanitaires ont profondément remis en cause les priorités, les revendications, les actions et les conditions de lutte du mouvement ouvrier ukrainien.

Toutefois, chose rare en temps de guerre²⁷, les centrales et les organisations syndicales continuent, comme elles le peuvent, de mobiliser et lutter pour protéger les conditions de travail alors que le gouvernement profite clairement de la guerre pour faire passer des réformes qu'il n'avait pas réussi à faire adopter avant et pour réprimer certains mouvements politiques. Et si au début de la guerre, « les syndicats ont d'abord été passifs », soucieux comme le reste du pays de s'associer à l'effort de guerre, les syndicats se sont progressivement organisés pour tenter de s'opposer à ces attaques contre le mouvement social.

Certes, reconnait *Mouvement social*, « [c]ertaines restrictions des droits pendant la guerre sont inévitables ». Mais celles-ci doivent être proportionnelles et pour être efficaces elles doivent concernées tout le monde, les travailleurs et les travailleuses, comme le patronat et les oligarques. Or, les réformes ne visent pour le moment que les premiers. La *Loi sur l'organisation des relations de travail dans le cadre de la loi martiale entrée en vigueur le 24 mars 2022 (Loi 2136)* a par exemple remis en cause les droits des syndicats de manière complètement disproportionnée. Car outre la suspension du droit de grève ou l'interdiction de manifester, la loi offre la possibilité au patronat de modifier les contrats sans préavis, de transférer des salariés sans leur consentement,

²⁷ Sur le sujet Léon Trotsky (1940) a par exemple une opinion tranchée : « En temps de guerre, la bureaucratie syndicale devient définitivement la police militaire de l'état-major général de l'armée dans la classe ouvrière (...) Ceux des syndicalistes qui sont encore jeunes sont mobilisés

pour le massacre. Ils sont remplacés par des jeunes, des femmes et des vieux, c'est-à-dire les moins capables de résister ».

d'augmenter la durée maximale de travail à 60h, etc.

Par ailleurs, les principales centrales syndicales continuent, comme elles le peuvent, de lutter pour empêcher la remise en cause du Code du travail et des réformes promues par un gouvernement qui « continue de suivre les dogmes néolibéraux, mêmes s'ils ne sont pas utiles en temps de guerre ». De fait, le gouvernement ukrainien tente de faire adopter au Parlement ukrainien toute une série de réformes qu'il n'avait pas réussi à faire adopter en temps de paix. Le projet de *Loi 5371 visant à simplifier la réglementation des relations de travail dans les petites et moyennes entreprises et à réduire les charges administratives*, adopté en première lecture le 12 mai (avec l'appui des députés de la coalition de la Plateforme pour la vie et la paix, un parti pro-russe), remet complètement en cause les dispositions d'ordre public du Code du travail et vise à rendre permanentes certaines dispositions de la loi martiale. Elle permettrait notamment au patronat de négocier individuellement chaque contrat (pour les petites et moyennes entreprises, de moins de 250 salarié.es), soit environ 70% de la main-d'œuvre ukrainienne), concernant, les salaires, les horaires, les repos, de licencier sans justification etc.

Aussi, faute de pouvoir manifester, les syndicats dressent des « listes noires » des employeurs qui abusent du contexte de guerre pour remettre en cause les droits des travailleurs et des travailleuses, écrivent des lettres de protestation et réalisent des actions médiatiques pour dénoncer certains employeurs, fournissent des conseils juridiques et mènent des actions communes de lobbying auprès des parlementaires. Le 18 mai par

²⁸ Selon Volodymyr Ischenko, « La plupart des partis "pro-russes" en Ukraine sont avant tout "pro-eux-mêmes" et ont des intérêts et des sources de revenus autonomes en Ukraine. Ils tentent de tirer parti des griefs réels d'une minorité non négligeable de citoyens ukrainiens russophones concentrés dans les régions du sud-est du pays. Ces partis bénéficient d'un soutien public important.

exemple, « le bureau conjoint des syndicats ukrainiens a adressé une lettre ouverte aux député.es les appelant à ne pas voter pour le projet de loi 5371 en deuxième lecture ».

Et cette lutte semble porter ses fruits. Ainsi, le 9 juillet le Parlement a finalement décidé de retirer le projet de Loi 5371, au moins temporairement. Et selon *Mouvement social* cette victoire partielle est due non seulement à la coordination des militant.es ukrainien.nes mais également à la solidarité internationale :

« Grâce aux actions coordonnées des forces de gauche et des syndicats d'Ukraine et du monde, le projet a été retiré de l'examen par ses initiateurs. (...) Notre solidarité peut contenir l'assaut des autorités, mais des tentatives de reconsidérer ce projet particulier ne sont pas exclues (il n'a pas encore été annulé). »

Enfin, des organisations dénoncent les attaques du gouvernement contre certains partis politiques et en particulier la décision du gouvernement de suspendre onze partis qualifiés de « pro-russes »²⁸. Pour *Mouvement social*, cette décision est une violation des droits civiques, inutile et contre-productive. De fait, la plupart des dirigeants de ces partis, « ont condamné l'invasion russe et contribuent désormais à la défense de l'Ukraine ». Par ailleurs, ces structures politiques seraient concrètement dans l'impossibilité d'apporter un soutien organisationnel ou financier à la Russie. Ainsi, selon Volodymyr Ishchenko, un sociologue membre de *Mouvement social* cette mesure « n'a pas grand-chose à voir avec les besoins objectifs de l'Ukraine en matière de

Par exemple, trois des partis récemment suspendus ont participé aux élections législatives de 2019 et ont obtenu ensemble environ 2,7 millions de voix (18,3 %) et, dans les sondages les plus récents effectués avant l'invasion russe, ces partis ont obtenu collectivement environ 16 à 20 % des voix ».

sécurité ». Elle contribue en revanche à diviser les Ukrainien.nes entre eux.

Bref, le soutien du mouvement ouvrier ukrainien à la lutte armée menée par le gouvernement ne signifie nullement un appui aux classes dirigeantes et aux politiques libérales promues par les organisations occidentales. Comme le souligne Denys Pilash,

« la lutte des classes n'est pas terminée dans la guerre en cours ».

En revanche, certains militants insistent sur le fait que

« l'avenir du mouvement socialiste en Ukraine dépend de la solidarité internationale ».

L'internationalisme à l'épreuve de la guerre en Ukraine

Pour conclure, au regard des appels à la solidarité des différentes organisations qui composent le mouvement social ukrainien, celui-ci paraît unanime ou presque²⁹, pour revendiquer un soutien en armement et le renforcement des sanctions contre la Russie (y compris la suspension des importations de gaz et de pétrole).

Pourtant, hors Ukraine, nombre d'organisations politiques et d'intellectuel.les historiquement associés aux mouvements progressistes, ouvriers, féministes, anti-impérialistes ou décoloniaux et qui, en principe, défendent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, s'opposent frontalement à ces revendications portées par la résistance ukrainienne. Cette contradiction qui pose centralement la question de l'internationalisme

aujourd'hui fera l'objet des prochaines notes socio-politiques où nous verrons comment diverses organisations (hors Ukraine), qui se revendiquent du mouvement ouvrier, s'opposent aux sanctions contre la Russie comme aux livraisons d'armes et font l'impasse sur les appels ukrainiens à la solidarité contre la colonisation de leur pays.

Pour citer ce document: Martin Gallié, « Syndicalisme et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - Les appels à la solidarité internationale et les actions du mouvement social ukrainien (février – juillet 2022) », GIREPS, note socio-politique no. 16, juillet 2022.

²⁹ Pour notre part, nous n'avons trouvé qu'un seul communiqué de « pacifistes » ukrainiens, un groupe intitulé *Mouvement pacifiste ukrainien* qui condamne « *tout soutien militaire fourni par la Russie et les pays de l'OTAN aux militants radicaux en Ukraine, provoquant une*

nouvelle escalade du conflit militaire ». Le communiqué ne précise cependant pas ce que l'organisation entend par « radicaux ».

Bibliographie

Achcar, Gilbert, « L'anti-impérialisme aujourd'hui et la guerre en Ukraine. Réponse à Stathis Kouvelakis », *Contretemps – Revue de critique communiste*, 9 mars 2022. En ligne : <https://www.contretemps.eu/guerre-ukraine-reponse-achcar-anti-imperialisme/>

Achcar, Gilbert, « La gauche anti-impérialiste et la guerre en Ukraine », 13 avril 2022. En ligne : <https://www.pressegauche.org/La-gauche-anti-imperialiste-et-la-guerre-en-Ukraine>

Achcar, Gilbert, « Leur anti-impérialisme et le nôtre », *Contretemps – Revue de critique communiste*, 18 avril 2022. En ligne : <https://www.contretemps.eu/anti-imperialisme-revolutions-arabes-libye-syrie-campisme/>

Achcar, Gilbert, « Déni méprisant des ukrainiens comme acteurs au nom de la géopolitique et/ou de la paix », 13 avril 2022. En ligne : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article62495>. Reproduit dans *Les Cahiers de l'antidote*, « Spécial Ukraine » n° 7, 23 mai 2022, à la p 78. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/liberte---et-de--mocratie-pour-les-peuples-dukraïne7-.pdf#page=78

Ali, Tariq (entretien), « Tariq Ali on Ukraine, NATO Expansion & How Putin's Invasion Galvanized a Russian Peace Movement », 9 mars 2022. En ligne: https://www.democracynow.org/2022/3/9/tariq_ali_how_russian_invasion_backfired

Aplutsoc (VP), « A bas l'union sacrée pour désarmer les Ukrainiens ! Des armes pour la résistance ! » 3 avril 2022. En ligne : <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/030422/bas-l-union-sacree-pour-desarmer-les-ukrainiens-des-armes-pour-la-resistance>

Aplutsoc, « Une victoire sociale en Ukraine, l'écrasement des syndicats en Bélarus », 14 mai 2022. En ligne : <https://aplutsoc.org/2022/07/14/une-victoire-sociale-en-ukraine-lecrasement-des-syndicats-en-belarus/>

Barber, Ferran, « Los anarquistas ucranianos se organizan en milicias armadas para combatir a los invasores rusos », *Público*, 11 mars 2022. En ligne : <https://www.publico.es/internacional/guerra-rusia-ucrania-anarquistas-ucranianos-organizan-milicias-armadas-combatir-invasores-rusos.html>.

Traduction de Mariana Sanchez, « Les anarchistes organisent des milices armées pour combattre l'envahisseur russe », parue dans *Les Cahiers de l'antidote*, « Spécial Ukraine » n° 3, 22 mars 2022, à la p 22. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/liberte---et-de--mocratie-pour-les-peuples-dukraïne-3.pdf#page=22

Bilous, Taras (entretien réalisé par Oksana Dutchak et Jan Ole Arps), « “The Left in the West must rethink” — a conversation with Taras Bilous », *Commons*, 13 mars 2022. En ligne: <https://commons.com.ua/en/left-west-must-rethink/>

Bilous, Taras, « La démocratie ukrainienne, loin d'être parfaite, mérite d'être protégée du régime parafasciste de Poutine », *Le Courrier d'Europe centrale*, 18 mai 2022. En ligne : <https://courrierdeuropecentrale.fr/taras-bilous-une-grande-partie-de-la-gauche-prefere-une-approche-plus-imperialiste-exigeant-que-loccident-decide-pour-nous/>

Bilous, Taras, « The War in Ukraine, International Security, and the Left », *Commons*, 26 mai 2022. En ligne : <https://commons.com.ua/en/war-in-ukraine-international-security-and-left> . Traduction de Léonie Davidovitch : « La guerre en Ukraine, la sécurité internationale et la gauche » parue dans *Les Cahiers de l'antidote*, « Spécial Ukraine » n° 8, 7 juin 2022, à la p 37. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e--ditoriales-de-solidarite---8.pdf#page=37

Bilous, Taras, « Ukraine « L'avenir du mouvement socialiste en Ukraine dépend de la solidarité internationale », *L'Anticapitaliste (hebdo)*, 1er juillet 2022. En ligne : <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/ukraine-lavenir-du-mouvement-socialiste-en-ukraine-depend-de-la-solidarite>

Brigades éditoriales de solidarité, https://www.syllepse.net/en-telechargement-gratuit-r_20.html

Brillaud, Laure et al., “EU member states exported weapons to Russia after the 2014 embargo”, *Investigate Europe*, 17 mars 2022, <https://www.investigate-europe.eu/en/2022/eu-states-exported-weapons-to-russia/>

Budraitskis, Ilya, « Russie : signes effrayants d'un avenir possible », Revue l'Anticapitaliste n°135 (mai 2022). En ligne : <https://nouveaupartianticapitaliste.org/actualite/international/russie-signes-effrayants-dun-avenir-possible>

Budraitskis Ilya, « La gauche russe se déchire sur l'Ukraine », *Le Monde Diplomatique*, juin 2022 <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/06/BUDRAITSKIS/64782>

Bureau exécutif de la Quatrième Internationale, « Guerre en Ukraine : solidarité avec la résistance ukrainienne, contre tous les impérialismes », lundi 23 mai 2022, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article62595>

Central European Labour Studies Institute (CELSI), *Trade Unions and Professional Associations as Civil Society Actors Working on the Issues of Labour Rights and Social Dialogue in Ukraine*, Research Report 39, August 2020. En ligne : https://celsi.sk/media/research_reports/RR39.pdf

CGT (Confédération générale du travail), « Paix en Ukraine – Liberté en Russie ! » 7 mars 2022é. En ligne : <https://www.cgt.fr/actualites/international/paix-en-ukraine-liberte-en-russie>

Chomsky, Noam (entretien), « Noam Chomsky: « En Ukraine, la voie diplomatique a été exclue », 16 juillet 2022. En ligne : <https://www.les-crisis.fr/noam-chomsky-en-ukraine-la-voie-diplomatique-a-ete-exclue/>

Collectif de féministes ukrainiennes, “Le droit de résister : manifeste féministe », *Médiapart*, 7 juillet 2022, <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070722/le-droit-de-resister-manifeste-feministe>

Comité des relations de l'Internationale des fédérations anarchistes (CRIFA), « Contre la guerre, pour une solidarité mondiale », 4 avril 2022. En ligne : <https://www.federation-anarchiste.org>

Comité de résistance anti-autoritaire ukrainien, avril 2022. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/liberte---et-de--mocratie-pour-les-peuples-dukraïne-n-deg-4-pdf.pdf#page=19

CWI/CIT (Committee for a Workers International), “International workers’ unity and action needed to stop Ukraine war”, 8 mars 2022. En ligne : <https://www.socialistworld.net/2022/03/08/international-workers-unity-and-action-needed-to-stop-ukraine-war/>

Confédération des syndicats libres d’Ukraine (Konfederatsiia Vilnykh Profspilok Ukrainy). En ligne : <https://kvpu.org.ua/en/>

Confédération des syndicats libres d’Ukraine (KVPU - Konfederatsiia Vilnykh Profspilok Ukrainy) « Déclaration de la KVPU : une nouvelle loi inacceptable », 18 mai 2022. En ligne : <https://www.laboursolidarity.org/Ukraine-nouvelle-loi-du-travail>

Confédération des syndicats libres d’Ukraine (KVPU - Konfederatsiia Vilnykh Profspilok Ukrainy) (KVPU), « Solidarité ouvrière dans le Donbass », 1er juin 2022. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e--ditoriales-de-solidarite---8.pdf#page=29

Confédération internationale du travail (ICL/CIT), “Statement by the International Committee of FAU on the Russian invasion of Ukraine”, 3 mars 2022. En ligne : <https://www.iclcit.org/statement-by-the-international-committee-of-fau-on-the-russian-invasion-of-ukraine/>

Confédération syndicale internationale (ITUC/CSI), « Ukraine: la CSI s’inquiète de la vague de lois régressives en matière de travail », 13 septembre 2021. En ligne : <https://www.ituc-csi.org/ukraine-la-csi-s-inquiete-de-la?lang=en>

Confédération syndicale internationale (ITUC/CSI), « Ukraine: la guerre déclenchée par Poutine doit cesser », 25 février 2022. En ligne : <https://www.ituc-csi.org/ukraine-la-guerre-declenchee-par-poutine?lang=en>

Connell, Tula, “Ukraine Workers: Wartime Diaries”, 8 avril 2022. En ligne: <https://www.solidaritycenter.org/ukraine-workers-wartime-diaries/>

Doudine, Vitaliy, « Nous nous battons à la fois pour l’indépendance de l’Ukraine et pour le socialisme », *Hebdo L’Anticapitaliste*, 618, 2 juin 2022. En ligne : <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/nous-nous-battons-la-fois-pour-lindependance-de-lukraine-et-pour-le>

Dudin, Vitaliy, “The war on workers? What is wrong with labor regulations under martial law”, Commons, 29 avril 2022. En ligne : <https://commons.com.ua/en/sho-ne-tak-iz-regulyuvannyam-praci-pid-chas-voyennogo-stanu/>

El Azzouzi, Rachida, « En Ukraine, des militantes viennent en aide aux « survivantes » de viols de guerre », Médiapart, 28 mai 2022. En ligne : <https://www.mediapart.fr/journal/international/280522/en-ukraine-des-militantes-viennent-en-aide-aux-survivantes-de-viols-de-guerre>

Epszajn, Didier, “L’abstraction contre le droit des peuples”, 30 juin 2022. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e--ditoriales-de-solidarite---9.pdf#page=5

Escalona, Fabien, « Le conflit russo-ukrainien divise la gauche anti-guerre », *Médiapart*, 28 juin 2022. En ligne : <https://www.mediapart.fr/journal/international/280622/le-conflit-russo-ukrainien-divise-la-gauche-anti-guerre>

Fédération anarchiste, « Face à l'invasion Russe, solidarité internationale ! Stop à la guerre », 25 février 2022. En ligne : <https://www.federation-anarchiste.org>

Feminists Against War, *Manifeste – Résistance féministe contre la guerre*, 16 mars 2022. En ligne : <http://feministsagainstar.org/fr/manifeste/>

Fédération des syndicats d'Ukraine (Federastsiia Profspilok Ukrainy). En ligne : <https://fpsu.org.ua/>

Fédération des syndicats d'Ukraine (Federastsiia Profspilok Ukrainy), « La Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) condamne fermement les tentatives de confiscation illégale des biens des syndicats » 11 juillet 2022. En ligne : <http://www.laboursolidarity.org/La-Federation-des-syndicats-d>

Fédération des syndicats d'Ukraine (Federastsiia Profspilok Ukrainy), "Who and Why Attacks the FPU?", non daté. En ligne: https://www.epsu.org/sites/default/files/article/files/WHO_AND_WHY_ATTACKS_THE_FPU.pdf

Geslin, Laurent, « En Ukraine, des anarchistes montent au front pour combattre l'invasion russe », *Médiapart*, 26 juin 2022. En ligne : <https://www.mediapart.fr/journal/international/260622/en-ukraine-des-anarchistes-montent-au-front-pour-combattre-l-invasion-russe>

Geslin, Laurent, « L'Ukraine profite de la guerre pour accélérer les réformes ultralibérales », *Médiapart*, 3 juillet 2022. En ligne : <https://www.mediapart.fr/journal/international/030722/l-ukraine-profite-de-la-guerre-pour-accelerer-les-reformes-ultraliberales>

Gessen, Keith, "Was it Inevitable? A short history of Russia's war on Ukraine", *The Guardian*, 11 mars 2022. En ligne: <https://www.theguardian.com/world/2022/mar/11/was-it-inevitable-a-short-history-of-russias-war-on-ukraine>

Grignon, Julie et al., « Ukraine, un éclairage d'Osons le DIH! », 1^{er} avril 2022. En ligne : https://www.quidjustitiae.ca/fr/blogue/Conflit_Ukraine_VI#LGBT

Guz, Serhiy, « Une loi qui ferait « Retourner les travailleurs et les travailleuses au 19e siècle », *Open Democracy*, 20 mai 2022. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-editoriales-de-solidarite---8.pdf#page=13/

Halimi, Serge, "Saigner la Russie », *Le Monde Diplomatique*, juin 2022. En ligne : <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/06/HALIMI/64758>

Harris, Tom et Vladislav Starodubtsev, "Ukraine: making a war of liberation", 2 juin 2022. En ligne: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article62789>

Hensman, Rohini, "Socialist Internationalism and the Ukraine War », *Historical Materialism*, 2 juin 2022. En ligne : <https://www.historicalmaterialism.org/blog/socialist-internationalism-and-ukraine-war>

Herbert, Will, “Workers have been handing out vital aid to people in Ukraine”, *Bright Green*, 15 mai 2022. En ligne: <https://bright-green.org/2022/05/15/workers-have-been-handing-out-vital-aid-to-people-in-ukraine/>

Human Rights Watch, “No Support – Russia’s “Gay Propaganda” Law Imperils LGBT Youth”, 11 décembre 2018. En ligne: <https://www.hrw.org/report/2018/12/12/no-support/russias-gay-propaganda-law-imperils-lgbt-youth>

Ishchenko, Volodymyr, “Towards The Abyss”, *New Left Review*, 133/144, Jan/Apr 2022. En ligne : <https://newleftreview.org/issues/ii133/articles/volodymyr-ishchenko-towards-the-abyss>

Ishchenko, Volodymyr et Mouvement social (Ukraine), « Pourquoi l’Ukraine a-t-elle suspendu 11 partis d’opposition ? » *Contretemps – Revue de critique communiste*, 1er avril 2022. En ligne : <https://www.contretemps.eu/ukraine-zelensky-interdiction-partis-pro-russes/>

Jay, Dru Oja, « Le premier assaillant de l’Ukraine - les prêteurs internationaux », 3 mai 2022. En ligne : <https://www.pressegauche.org/Le-premier-assaillant-de-l-Ukraine-les-preteurs-internationaux>

Kouvelakis, Stathis, « La guerre en Ukraine et l’anti-impérialisme aujourd’hui. Une réponse à Gilbert Achcar », *Contretemps – Revue de critique communiste*, 7 mars 2022. En ligne : <https://www.contretemps.eu/ukraine-anti-imperialisme-achcar-kouvelakis/>

Koshiw, Isobel, “‘Putin’s terror affects everyone’: anarchists join Ukraine’s war effort », *The Guardian*, 26 mai 2022, En ligne: <https://www.theguardian.com/world/2022/may/26/putin-anarchists-join-ukraine-war-effort>

Kravchuk, Alexander, « Pour aider l’Ukraine, il faut annuler sa dette extérieure », 23 mai 2022. En ligne : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article62582>

Kubicek, Paul, « Trade Unions in Ukraine » in Craig Phelan (dir.) *Trade Union Revitalisation: Trends and Prospects in 34 Countries*, Peter Lang, 2014, pp.363-366.

La Botz, Dan, “DSA and the Russian War on Ukraine: Political Paralysis”, *New Politics*, 24 mai 2022. En ligne: <https://newpol.org/dsa-and-the-russian-war-on-ukraine-political-paralysis/>

Le Tréhondat, Patrick, “Territoires occupés: la guerre des partisans s’organise”, 20 juin 2022. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e--ditoriales-de-solidarite---9.pdf#page=23

Liasheva, Alona et Denys Pilash, « Construire la résistance populaire à l’agression de l’impérialisme Russe », *Tempest*, 24 juin 2022. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e--ditoriales-de-solidarite---9.pdf#page=87

Lopez, Alejandro, « Espagne: Podemos s’aligne sur la volonté de l’OTAN d’entrer en guerre avec la Russie », *World Socialist Website* (wsws.org), 4 mars 2022. En ligne : <https://www.wsws.org/fr/articles/2022/03/04/pode-m04.html>

Mahieux, Christian, « Oui mais quand même », Brigades éditoriales de solidarité, 20 mai 2022. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/liberte---et-de--mocratie-pour-les-peuples-dukraine7-.pdf#page=5

Marcetic, Branko, “What the Left’s Critics Ignore About Military Solutions to Ukraine”, *Jacobin*, 27 mars 2022. En ligne: <https://jacobin.com/2022/03/left-antiwar-policy-ukraine-russian-invasion-war-levitz-liberal-interventionism>

Mitralias, Yorgos, « Qu’est-ce qui fait que les poutinistes et les poutinisants perpétuent les traditions les plus abjectes de la gauche internationale ? », 30 juin 2022. En ligne : <http://europe-solidaire.org/spip.php?article63142>

Movimento Per Il Socialismo, « Pour la reconstruction d’une Ukraine démocratique, indépendante, pluraliste et sociale ! », 1^{er} juillet 2022. En ligne : <http://europe-solidaire.org/spip.php?article63149>

Moros, Elisa, « Les féministes ukrainiennes sous les yeux de l’Occident », 9 mai 2022. En ligne : <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/les-feministes-ukrainiennes-sous-les-yeux-de-loccident>

Mouvement social (Sotsialnyi Rukh/Social Movement), “Left parties in Eastern Europe: joint declaration of solidarity with Ukraine”, 8 mars 2022. En ligne : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61496>

Mouvement social (Sotsialnyi Rukh/Social Movement), « Zelensky : pour défendre le pays, ne pas casser les droits des travailleurs », 22 mars 2022. En ligne : <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/220322/zelensky-pour-defendre-le-pays-ne-pas-casser-les-droits-des-travailleurs>

Mouvement social (Sotsialnyi Rukh/Social Movement), « La gauche européenne solidaire de l’Ukraine – Déclaration commune de partis de gauche d’Europe de l’Est en opposition à la guerre. Un cri de ralliement solidaire », 24 mars 2022. En ligne : <https://solidarites.ch/journal/403-2/la-gauche-europeenne-solidaire-de-lukraine/>

Mouvement social (Sotsialnyi Rukh/Social Movement), “Social Movement (Ukraine) and Ukraine Solidarity Committee (GB) joint leaflet”, 25 mars 2022. En ligne : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61794>

Mouvement social (Sotsialnyi Rukh/Social Movement), « Ukraine: Bosses use war emergency to attack workers”. 31 mars 2022. En ligne: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61865>

Mouvement social (Sotsialnyi Rukh/Social Movement), « Déclaration commune du Mouvement socialiste russe et de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social d’Ukraine) », 7 avril 2022, En ligne : <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/declaration-contre-limperalisme-russe>

Mouvement social (Sotsialnyi Rukh/Social Movement), « Ukraine : le projet de loi anti-social n° 5371 a été retiré. Mais la menace n’a pas disparu », 14 juillet 2022. En ligne : <https://www.laboursolidarity.org/Ukraine-le-projet-de-loi-anti?lang=fr>

Oakland Socialist, “US: Ukraine: Is a “Negotiated Settlement” a Euphemism for Defeat of Ukraine?” 4 juin 2022. En ligne : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article62771>

International Labour Organization, “The impact of the Ukraine crisis on the world of work: Initial assessments”, ILO Brief, 11 mai 2022. En ligne: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---europe/---ro-geneva/documents/briefingnote/wcms_844295.pdf [Organisation internationale du travail, OIT]

Pankratov, Denys, « Entretien avec Denys Pankratov, organisateur de l'Union des grutiers de la région de Lviv – Ukraine » 7 mars 2022, <https://www.laboursolidarity.org/Entretien-avec-Denys-Pankratov>

Parlement européen, *Proposition de résolution* sur les conclusions du Conseil européen des 24 et 25 mars 2022, y compris les dernières évolutions de la guerre en Ukraine et les sanctions de l'Union européenne contre la Russie ainsi que leur mise en œuvre (Mike Wallace pour le groupe *The Left*), 5.4.2022é. En ligne : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2022-0201_FR.html

Perragin, Charles, « En Russie, réprimer plus et enfermer moins », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2022. En ligne : <https://www.monde-diplomatique.fr/2022/07/PERRAGIN/64865>

Pilash, Denys, “Le combat de toute la nation multiethnique d’Ukraine », 17 mai 2022. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e--ditoriales-de-solidarite---8.pdf#page=32

Pilash, Denys, « La lutte des classes n’est pas terminée dans la guerre en cours », 30 avril 2022 (publié par *Transnational Social Strike*). En ligne : <https://entreleslignesentrelesmots.files.wordpress.com/2022/05/liberte-et-democratie-pour-les-peuples-dukraïne6-.pdf#page=43>

<https://entreleslignesentrelesmots.files.wordpress.com/2022/05/liberte-et-democratie-pour-les-peuples-dukraïne6-.pdf#page=43>

Pirani, Simon, « Ukraine : les origines de la menace d’une guerre généralisée », 21 mars 2022, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61808>

Poupin, Perrine, « L’irruption de la Russie en Ukraine-Entretien avec un volontaire de la défense territoriale de Kiev », *Mouvements*, 29 mars 2022. En ligne : <https://mouvements.info/leruption-de-la-russie-en-ukraïne/>

Presenza (New York), « Déclaration du mouvement pacifiste Ukrainien contre la perpétuation de la guerre », 19 avril 2022. En ligne : <https://www.presenza.com/fr/2022/04/declaration-du-mouvement-pacifiste-ukrainien-contre-la-perpetuation-de-la-guerre/>

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), « Guerre en Ukraine – Renforcer le soutien au peuple ukrainien », 2022. En ligne : <https://feature.undp.org/war-in-ukraine/fr/>

Québec solidaire (coordination), « QS: rien ne justifie la guerre de la Russie contre l’Ukraine », 28 mai 2022. En ligne : <https://alter.quebec/rien-ne-justifie-la-guerre-de-la-russie-contre-lukraïne/>

Raisse, Luc, « Soutien à la résistance du peuple ukrainien et livraisons d’armes », *Contretemps – Revue de critique communiste*, 22 mars 2022. En ligne : <https://www.contretemps.eu/resistance-ukraïne-livraison-armes/>

Réseau européen solidarité avec l'Ukraine contre la guerre, « Consensus de base », *Hebdo l'Anticapitaliste*, 14 avril 2022. En ligne : <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/reseau-europeen-solidarite-avec-lukraine-et-contre-la-guerre-consensus-de>

Réseau Syndical International de Solidarité et de luttes (RSISL), « Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes est signataire de ce texte unitaire internationaliste », 26 mars 2022. En ligne : <https://www.laboursolidarity.org/Reseau-europeen-Solidarite-avec-lv>

Réseau Syndical International de Solidarité et de luttes (RSISL), « La mobilisation de la confédération KVPU dans la guerre » 4 avril 2022. En ligne : <https://www.laboursolidarity.org/La-mobilisation-de-la?lang=fr>

Réseau Syndical International de Solidarité et de luttes (RSISL), « Mobilisation des syndicalistes métallurgistes et cheminots ukrainiens pour les réfugiés » 8 mai 2022. En ligne : <https://www.laboursolidarity.org/Mobilisation-des-syndicalistes?lang=fr>

Réseau Syndical International de Solidarité et de luttes (RSISL), « Les métallurgistes allemands et belges envoient des convois d'aide aux métallurgistes ukrainiens qui défendent l'usine d'ArcelorMittal à Kryviy », 10 avril 2022. En ligne : <https://www.laboursolidarity.org/Les-metallurgistes-allemands-et?lang=fr>

Réseau Syndical International de Solidarité et de luttes (RSISL), « Ukraine : ArcelorMittal Kryvyi Rih suspend la convention collective », 14 juin 2022. En ligne : <https://laboursolidarity.org/Ukraine-ArcelorMittal-Kryvyi-Rih?lang=fr>

Résistance féministe contre la guerre, « Manifeste », 16 mars 2022. En ligne : <http://feministsagainstwar.org/fr/manifeste/>

Resistance Committee, "Manifesto of Resistance Committee", 20 mai 2022. En ligne : <https://medium.com/@blackheadquarterinua/manifesto-of-resistance-committee-261e01769dac>

Rousset, Pierre et Mark Johnson, « En solidarité avec la résistance ukrainienne, pour un mouvement international contre la guerre », *Contretemps*, 11 avril 2022. En ligne : <https://www.contretemps.eu/ukraine-invasion-russe-mouvement-anti-guerre-rousset-johnson/>

Saburova, Daria, « La guerre en Ukraine et les dilemmes de la gauche occidentale », 14 mars 2022. En ligne : <https://www.contretemps.eu/guerre-ukraine-dilemmes-gauche-occidentale/>

Saburova, Daria, « Par-delà la ligne du front. À propos d'une déclaration commune des gauches russe et ukrainienne », *Contretemps – Revue de critique communiste*, 14 avril 2022. En ligne : <https://www.contretemps.eu/ukraine-russie-organisations-gauche-declaration-commune/>

Stand With Ukraine, "End global fossil fuel addiction that feeds Putin's war Machine", mars 2022. En ligne : <https://www.with-ukraine.org>

Starodubtsev, Vladyslav (entretien), « Un jeune camarade ukrainien nous éclaire : écoutons-le ! », 11 juin 2022. En ligne : <https://aplutsoc.org/2022/06/11/un-jeune-camarade-ukrainien-nous-eclaire-ecoutons-le/>

Syndicollectif, « Les salariés de Leroy Merlin d'Ukraine lancent une pétition », 23 mars 2022. En ligne : <https://syndicollectif.fr/les-salaries-de-leroy-merlin-dukraïne-lancent-une-petition/>

Syndicollectif, « Témoignages de syndicalistes d'Ukraine et du Belarus sur la guerre en Ukraine », 25 mars 2022. En ligne : <https://syndicollectif.fr/syndicalistes-dans-la-guerre-en-ukraïne-temoignages/>

The Syrian Canteen of Montreuil and L'équipe des Peuples Veulent, « Guerre en Ukraine: 10 enseignements syriens - De la Syrie à l'Ukraine: Pistes de Réflexion pour Résister à l'Invasion Russe », *CrimethInc.*, 7 mars 2022. En ligne : <https://crimethinc.com/2022/03/07/guerre-en-ukraïne-10-enseignements-syriens-syrian-exiles-on-how-their-experience-can-inform-resistance-to-the-invasion>

Trotsky Léon, « L'indépendance de l'Ukraine et les brouillons sectaires », 30 juillet 1939. En ligne : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1939/07/lt19390730.htm>

Trotsky Léon, « Les syndicats et la guerre » dans *Manifeste d'alarme de la IV^e Internationale*, 1940. En ligne : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1940/05/lt19400523w.htm>

Ukraine Solidarity, *Feminists Groups in Ukraine*, <https://ukraine-solidarity.eu/feminism-in-ukraine>

Ukraine Solidarity, "Report: International conference of European Solidarity with Ukraine", 10 mai 2022. En ligne : <https://ukrainsolidaritycampaign.org/2022/05/10/report-international-conference-of-european-solidarity-with-ukraine/>

Ukraine Solidarity Campaign, "Stop Unloading Russian Fossil Fuels", 21 mars 2022. En ligne: <https://ukrainsolidaritycampaign.org/2022/04/02/stop-unloading-russian-fossil-fuels/>

Ustinov, Fedor (entretien), « Entretien avec un militant du mouvement social à Kyiv », *New Politics*, 1er mars 2022. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/liberte---et-de--mocratie-pour-les-peuples-dukraïne-3.pdf#page=63

Vogel, Jean, « Je reviens d'Ukraine », 16 mai 2022. En ligne : <http://www.institut-liebman.be/wp-content/uploads/2022/05/rapport-ukraïne-003.pdf>

Vogel, Laurent, "Belgique : Peut-on être solidaire sans écouter la société ukrainienne ? ", 24 mars 2022. En ligne : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61776>

Volynets, Mykhailo, « Le président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine », 24 février 2022. En ligne : <https://syndicollectif.fr/ukraïne-reactions-de-syndicats-russes-polonais-ukrainiens-bielorusses/>

Volynets, Mykhailo, « Arrêtez la guerre et le génocide en Ukraine ! », 4 avril 2022. En ligne : https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/liberte---et-de--mocratie-pour-les-peuples-dukraïne-n-deg-4-pdf.pdf#page=31

Watkins, Susan, "An Avoidable War?", *New Left Review*, 133/134, Jan–April 2022. En ligne : <https://newleftreview.org/issues/ii133/articles/susan-watkins-an-avoidable-war>

Wood, Tony, "Matrix of War", *New Left Review*, 133/134, Jan–April 2022. En ligne: <https://newleftreview.org/issues/ii133/articles/tony-wood-matrix-of-war>

Yarashuk, Alexandre (BKDP Congrès des syndicats démocratiques de Biélorussie), « La guerre de la Russie en Ukraine n'est pas notre guerre. Nous pouvons l'arrêter, nous devons l'arrêter! », 30 mars 2022. En ligne : <https://www.laboursolidarity.org/Alexandre-Yarashuk-BKDP-La-guerre>

Zlobina Tamara, "The problem of feminist international politics. A view from Ukraine", 9 mai 2022. En ligne : <http://europe-solidaire.org/spip.php?article62457>